

Jugement N°151/19/CJ/SII/TCC
du 08 août 2019

Rôle Général
BJ/TCC/2019/0398

REPUBLIQUE DU BENIN
TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION II
CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Société TRANSACIER SA
(*Me Amos AKONDE*)

C/

- 1- Waliou S. TIAMIOU
- 2- Société SUNDAY et Fils
SARL

OBJET

Validation d'inscription
hypothécaire provisoire Paiement

Président : Romain KOFFI
Assesseurs : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO
Ministère Public : Mario Elom METONOU
Greffier : Louis K. HOUNGBO

Débats le 11 juillet 2019 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé à l'audience
publique du 08 août 2019 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE :

Société de Transformation des Aciers en abrégé
TRANSACIER Société Anonyme au capital de FCFA
1.300.000.000, inscrite au RCCM sous le numéro
26370-B, dont le siège social est à Cotonou, lieudit
Akpakpa, PK 3, route de Porto-Novo, ancienne maison
Gaston NEGRE, 01 BP 3552, tél : 21 33 79 62 / 21 33
79 71 email : transacier@serv.eit.bj, prise en la personne
de son Directeur Général, demeurant et domicilié ès
qualité audit siège ;

*Assistée de Maître Amos AKONDE, Avocat au Barreau du
Bénin ;*

DEFENDEURS :

1- Waliou S. TIAMIOU, de nationalité béninoise,
gérant de la Société SUNDAY & FILS SARL,
demeurant et domicilié ès qualité à Cotonou, carrefour

PK 6 Akpakpa, 06 BP 1493, tél : 21 33 00 70/97 09 95 21 ;

2- Société SUNDAY & Fils SARL, Société à responsabilité limitée au capital de FCFA 10.000.000, immatriculée au RCCM sous le n°14450-B dont le siège est à Cotonou, carrefour PK 6 Akpakpa, 06 BP 1493, tél : 21 33 00 70/97 09 95 21 ;

Non comparants ;

LE TRIBUNAL,

Vu les pièces du dossier ;

Où la Société TRANSACIER SA en ses moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré ;

Par acte du 06 mai 2019, la société de transformation des Aciers (TRANSACIER) SA a attiré la société SUNDAY ET FILS SARL devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir la validation de l'hypothèque provisoire qu'elle a prise sur l'immeuble urbain bâti de forme quadrangulaire de superficie 04 a 88 ca situé sur la parcelle « b » du lot 4417 lotissement d'Ayélawadjè, 2^{ème} tranche, sise à Kpondehou 2, 2^e arrondissement de Cotonou et objet du titre foncier n° 13098 de Cotonou, appartenant à Waliou TIAMIOU, gérant de la société SUNDAY ET FILS Sarl ;

Au soutien de son action, la Société de TRANSACIER expose qu'elle est en relation d'affaires avec Waliou S. TIAMIOU ès qualité de gérant de la société SUNDAY ET FILS, depuis plusieurs années ;

Que dans le cadre d'un contrat de fourniture de fers à béton, matérialisé par diverses factures, bons de

livraisons et traites, Waliou S. TIAMIOU et la société SUNDAY ET FILS Sarl sont restés débiteurs dans ses livres de la somme de deux cent quatre-vingt-neuf millions quatre-vingt-dix-huit mille deux cents (289.098.200) francs CFA, en principal arrêtée au 25 novembre 2016 ;

Qu'elle a obtenu du président du tribunal de commerce de Cotonou, l'ordonnance n°60/2019 du 25 février 2019, aux fins d'inscription provisoire d'hypothèque et y a procédé ;

Waliou S. TIAMIOU et la Société SUNDAY et Fils SARL, assignés à mairie, n'ont pas comparu ;

SUR LA VALIDATION D'HYPOTHEQUE PROVISOIRE

Attendu que l'article 213 de l'Acte uniforme portant organisation des Sûretés dispose : *« Pour sûreté de sa créance, en dehors des cas prévus par les articles 210 à 212 du présent Acte uniforme, le créancier peut être autorisé à prendre inscription provisoire d'hypothèque sur les immeubles de son débiteur en vertu d'une décision de la juridiction compétente du domicile du débiteur ou du ressort dans lequel sont situés les immeubles à saisir.*

La décision rendue indique la somme pour laquelle l'hypothèque est autorisée.

Elle fixe au créancier un délai dans lequel il doit, à peine de caducité de l'autorisation, former devant la juridiction compétente l'action en validité d'hypothèque conservatoire ou la demande au fond, même présentée sous forme de requête à fin d'injonction de payer. Elle fixe, en outre, le délai pendant lequel le créancier ne peut saisir la juridiction du fond.

Si le créancier enfreint les dispositions de l'alinéa précédent, la décision peut être rétractée par la juridiction qui a autorisé l'hypothèque » ;

Attendu que selon l'article 221 al 1^{er} de l'acte uniforme portant organisation des sûretés, si la créance est

reconnue, la décision statuant sur le fond maintient en totalité ou en partie sur tribunal l'hypothèque déjà inscrite ou octroie une hypothèque définitive ;

Attendu que l'ordonnance n°60/2019 du Président du tribunal de commerce de Cotonou, impartit un délai de trois (03) mois à la Société TRANSACIER SA pour introduire l'action en validité de l'inscription hypothécaire provisoire ;

Attendu que cette ordonnance a été dénoncée à Waliou TIAMIOU suivant exploit du 19 mars 2019 ;

Qu'à la date du prononcé du présent jugement, aucune contestation n'est enregistrée sur la régularité de ladite ordonnance ;

Qu'il y a lieu de prononcer sa validation ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Prononce la validation de l'inscription hypothécaire prise par la Société TRANSACIER suivant ordonnance n°60/2019 du Président du tribunal de commerce de Cotonou le 25 février 2019 sur l'immeuble urbain bâti de forme quadrangulaire de superficie 04a 88ca situé sur la parcelle « b » du lot 4417 lotissement d'Ayélawadjè, 2^{ème} tranche, sise à Kpondéhou 2, 2^{ème} arrondissement de Cotonou et objet du titre foncier n°13098 de Cotonou appartenant à Waliou S. TIAMIOU ;
- Condamne Waliou S. TIAMIOU et la SOCIETE SUNDAY ET FILS Sarl aux dépens ;

Et ont signé,

LE GREFFIER

LE PRESIDENT